



**PRÉFET  
D'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFECTURE/Direction de la Citoyenneté  
Bureau des Procédures Environnementales**

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire  
Société SMB ((AIOT N°0010002647)  
Communes de Prasville**

---

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses article R.181-14 et R. 181-45 ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 relatif à la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et d'extension d'une carrière et de ses installations annexes ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2019 portant modification des prescriptions applicables à une carrière et ses annexes, située sur le territoire de la commune de Prasville ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture ;

**VU** le Porter à Connaissance transmis à l'inspection des installations classées le 2 juin 2025 ;

**VU** la transmission, par courrier du 12 juin 2025, du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

Place de la République - CS 80537 - 28019 Chartres Cedex - Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture au public : 9h00- 12h30 / 14h00 -16h30 (le vendredi 16h00)

Accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après midi sur rendez-vous exclusivement

Pour toute précision, consulter [www.eure-et-loir.gouv.fr](http://www.eure-et-loir.gouv.fr) , rubrique "Démarches administratives"

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 19 juin 2025 et du 9 juillet 2025 ;

**CONSIDÉRANT** la demande de la société SMB, à savoir la modification des horaires de fonctionnement de l'installation de traitement de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que les derniers résultats acoustiques sont conformes aux arrêtés ministériels et préfectoraux susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'est pas de nature à entraîner de nouveaux inconvénients ou impacts significatifs ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 susvisé ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la Société SMB, dont le siège social est situé La Michellerie, 28150 PRASVILLE pour la carrière et ses installations connexes située sur le territoire de la commune de Prasville.

### **Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 sont modifiées :

- Article 6.2.1 relatif aux horaires de fonctionnement

### **Article 3 – Horaires de fonctionnement**

Les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 sont remplacées par le présent article :

« Les installations fonctionnement de 6 heures à 20 heures, du lundi au vendredi à l'exception de l'installation de traitement et de son alimentation en matériaux qui fonctionnent de 6 heures à 22 heures, du lundi au vendredi. Pour ce faire, un stock de matériaux est constitué à proximité de l'installation de traitement afin de réduire au strict minimum le mouvement des engins à l'intérieur de la carrière entre 20 heures et 22 heures. L'extraction est interdite après 20 heures.

Les opérations de maintenance de l'installation de traitement sont possibles le samedi ».

### **Article 4 – Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 5 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

## **B – Recours administratif**

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

**Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **Article 6 - Notification, publicité**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

## **Article 7 – Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

11 JUL. 2025

Agnès BONJEAN

